

Banque Publique d'Investissement

21 février 2013

BPI FRANCE EST L'OUTIL PUBLIC D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT, PARTENAIRE DE CONFIANCE DES ENTREPRENEURS

Un outil de politique économique

- Redynamisation de la croissance de l'économie
- Soutien de l'emploi
- Ancrage dans les territoires confrontés à un environnement économique difficile

Un outil de redressement de la compétitivité française

- Innovation au cœur des priorités, depuis le soutien à la R&D jusqu'au renforcement du capital des entreprises innovantes
- Investissement dans les secteurs et filières d'avenir comme les nouvelles technologies, l'environnement et la santé, en soutien à la politique industrielle
- Soutien aux grandes entreprises porteuses de croissance et de compétitivité

Un outil de structuration du tissu entrepreneurial

- Service de proximité et d'accompagnement des entrepreneurs
- Accompagnement du développement à l'international des PME françaises exportatrices
- Soutien à l'émergence des ETI, futures championnes nationales

Sommaire

| | |
|--|---|
| Présentation de BPI France | <ul style="list-style-type: none">▪ Présentation des activités des entités qui rejoindront BPI France▪ Chiffres clés 2012▪ Une institution de place▪ Une banque d'intérêt général▪ Une institution partenaire des régions▪ Une institution ancrée dans les territoires▪ Une institution soumise à un encadrement réglementaire et prudentiel strict▪ Une banque au service de tous les secteurs clés de l'économie, en particulier de l'industrie▪ Une institution qui soutient l'emploi |
| Besoins des entreprises et opérations de la BPI | <ul style="list-style-type: none">▪ Les besoins des entreprises à couvrir▪ Eléments de doctrine d'investissement▪ Eléments additionnels de doctrine en cours de réflexion▪ Le continuum de BPI France : principe▪ Le continuum de BPI France : l'exemple de Vivalis, une PME technologique à Nantes▪ Le continuum de BPI France : l'exemple de DBV Technologies, de la start-up à l'introduction en bourse▪ Le continuum de BPI France : l'exemple de McPhy, une PME innovante en Rhône-Alpes, de l'amorçage à l'expansion internationale▪ Schéma préliminaire d'une organisation nationale▪ Schéma préliminaire d'une organisation régionale |
| Activité 2013 et prochaines étapes du projet | <ul style="list-style-type: none">▪ Agrégation budgétaire 2013 : messages clés▪ Agrégation budgétaire 2013 : stabilité des grands agrégats du compte de résultat▪ Agrégation budgétaire 2013 : bilan▪ Activités 2013▪ Prêt pour l'innovation▪ Préfinancement du Crédit Impôt Recherche (CIR)▪ Préfinancement du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)▪ Axes de travail d'ici le prochain Conseil d'administration |

Présentation des activités des entités qui rejoindront BPI France



| | | | | | |
|---|--|--|--|---|--|
| 16 Md€ d'encours de financement | | 14 Md€ directement gérés avant résultats 2012 et ~4 Md€ de capital non libéré par les actionnaires | | 4 Md€ d'actifs gérés pour compte de la BPI et pour compte de tiers | |
| 12 Md€ d'encours de garantie | 1,5 Md€ d'encours pour l'aide à l'innovation | 70% d'investissements non cotés (en nombre de lignes) | | X 6 d'effet multiplicateur sur la levée de fonds des partenaires | |
| 20 000 clients nouveaux et 180 000 en stock | 70 000 garanties par an | 1,3 Md€ d'investissements directs en 2012 | 71 participations directes | 1,2 Md€ d'investissements en 2012 dans 825 entreprises dont : 1 Md€ en indirect 222M€ en direct | 470 entreprises en portefeuille direct |
| | 5 000 prêts par an | | 13 investissements par an de 10 à 700 M€ | | 2776 entreprises en portefeuille indirect |
| | 3 000 aides à l'innovation par an | | 52 investissements | | 256 fonds en portefeuille dont 39 nouveaux en 2012 |
| 4% de part de marché directe sur le financement à moyen et long terme des PME et 12 % avec effet d'entraînement | | 41% de part de marché ² directe sur le marché du Capital Développement | | 90% de part de marché ¹ en Amorçage/ Capital Risque et 44% sur les levées de fonds | |
| 100 M€ de résultat net (et 58% de coefficient d'exploitation) | | 6% de TRI cible prévu dans le plan moyen et long terme sur le Capital Développement non coté | | 26% de part de marché ¹ en Capital Développement et 14% sur les levées de fonds | |
| | | | | 2% de TRI historique moyen | |

¹ Sur les montants investis dans les entreprises ; ² source Capital Finance
 Note : ces chiffres ne tiennent pas compte des options de clôture sur les valorisations des participations de France Télécom

Chiffres clés 2012

Ressources humaines

2 000 salariés
dont 1 700 chez Oséo, ~300 en investissement
en fonds propres répartis entre le FSI, CDC
Entreprises, FSI Régions et C&D Gestion

~60%
des collaborateurs en
régions

61%
de femmes parmi les
effectifs

44 ans
de moyenne d'âge

Equilibre financier 2012 hors dépréciations anticipées⁴

52 Md€ de bilan
dont 30 Md€ chez Oséo¹, 22 Md€ au FSP²

3 à 4 Md€ de
refinancement
sur les marchés
chaque année
Notation Aa1

22 Md€ de
fonds propres

1,1 Md€
de Produit Net Bancaire^{3,4}

0,6 Md€
de résultat net⁴

35 M€
de coût du risque

360 M€
de charges d'exploitation

¹ Dont ~16 Md€ d'encours de financement, ~5 Md€ de portefeuille de titres obligataires (gestion de positions ALM), ~5Md€ de fonds de garantie

² Dont ~18 Md€ de portefeuille de titres (préliminaire avant clôture), ~4 Md€ de capital non libéré par les actionnaires

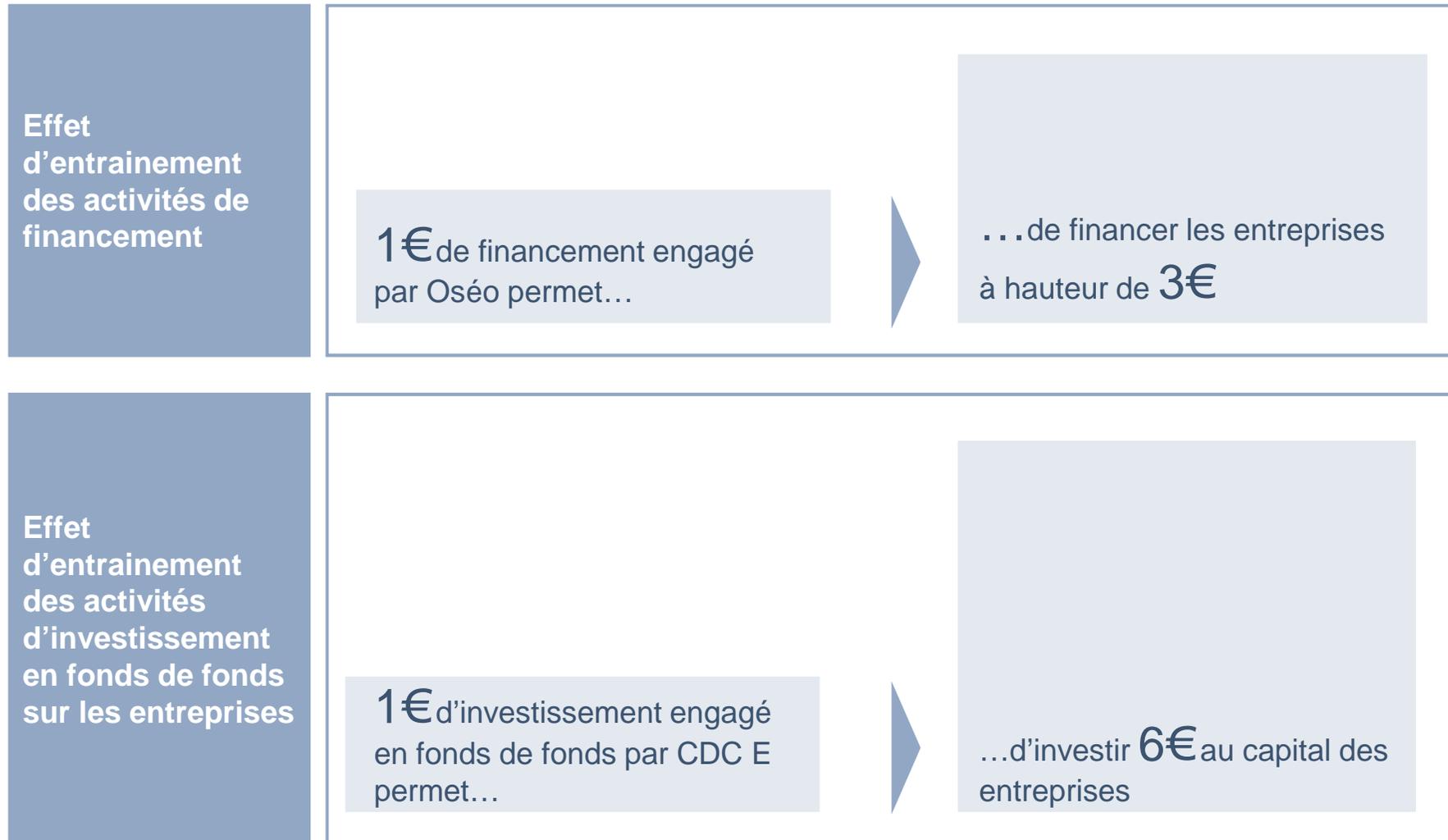
³ PNB = marge nette d'intérêts + commissions + dividendes des investissements + plus/moins-values de cession

⁴ Hors dépréciations anticipées au titre de l'exercice 2012

Une institution de place

ILLUSTRATIF

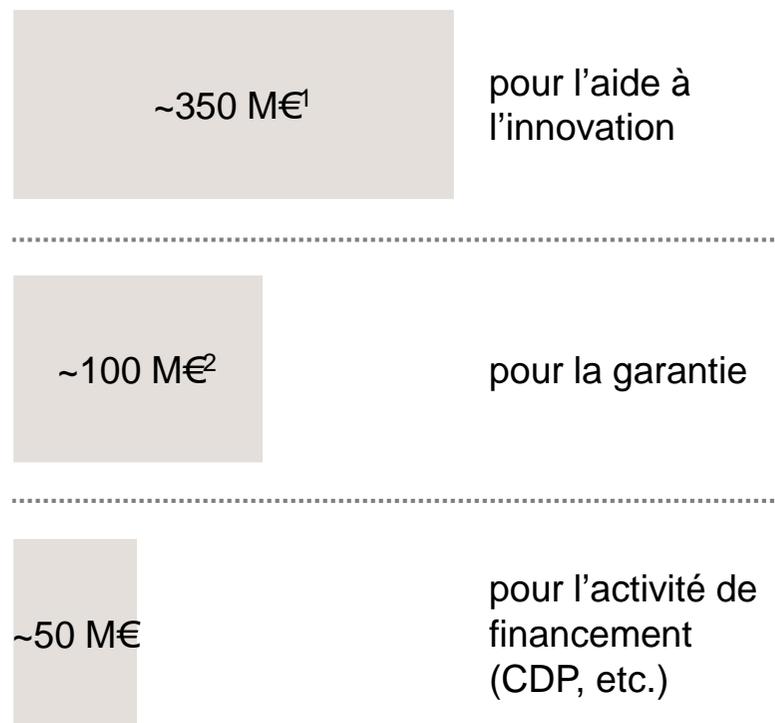
BPI France agit toujours en partenariat avec les acteurs privés, en financement comme en investissement



Une banque d'intérêt général

Innovation, financement et garantie

L'activité d'Oséo ne pourrait pas être assurée sans les dotations budgétaires publiques (Etat, régions)



Investissement en fonds propres

Le modèle est caractérisé par...

- Un apport d'environ 20 Md€ d'actifs de l'Etat et de la Caisse des Dépôts pour capitaliser BPI France
- Une prise de risque assumée sur la durée et sur les segments défaillants
 - Un investisseur "patient" avec une détention plus longue des participations que la moyenne du marché (8-10 ans)
 - Une intervention sur les segments défaillants de marché (ex., Amorçage, Capital Risque)
- Un TRI moyen de 2% pour CDC Entreprises et d'environ 6%³ en moyenne pour FSI à comparer avec ~15-30%, par exemple, pour le 1^{er} grand fonds privé français
- Des fonds de garantie gérés par Oséo permettant une couverture du risque des investisseurs privés

¹ Ordres de grandeur indicatif, correspondant aux niveaux 2012 / 2013

² Chiffre fortement dépendant des possibilités de redéploiement entre fonds de garantie, eux-mêmes très dépendants de la sinistralité annuelle observée

³ Valeur pour le Capital Développement non coté inclus dans le Plan Moyen Terme

Une institution partenaire des régions

L'activité de BPI France est au cœur des régions

- 93 fonds régionaux partenaires
- Conventions de fonds de garantie avec toutes les régions
- Conventions de fonds d'innovation avec 16 régions

Les régions sont intégrées au sein de toutes les instances de gouvernance clés

- **Conseil d'Administration de BPI France**
*Deux administrateurs représentant les régions
Présence possible du président du CNO (sans voix délibérative)*
- **Comité National d'Orientation (cf. infra)**
Un des trois représentants régionaux au sein du CNO en assure la présidence
- **22 Comités Régionaux d'Orientation (CRO)**
*Présidence du CRO par le président du Conseil Régional
Le CRO se prononce notamment sur la cohérence entre les actions de BPI France à l'échelon régional et ses orientations stratégiques nationales*

Le Comité National d'Orientation

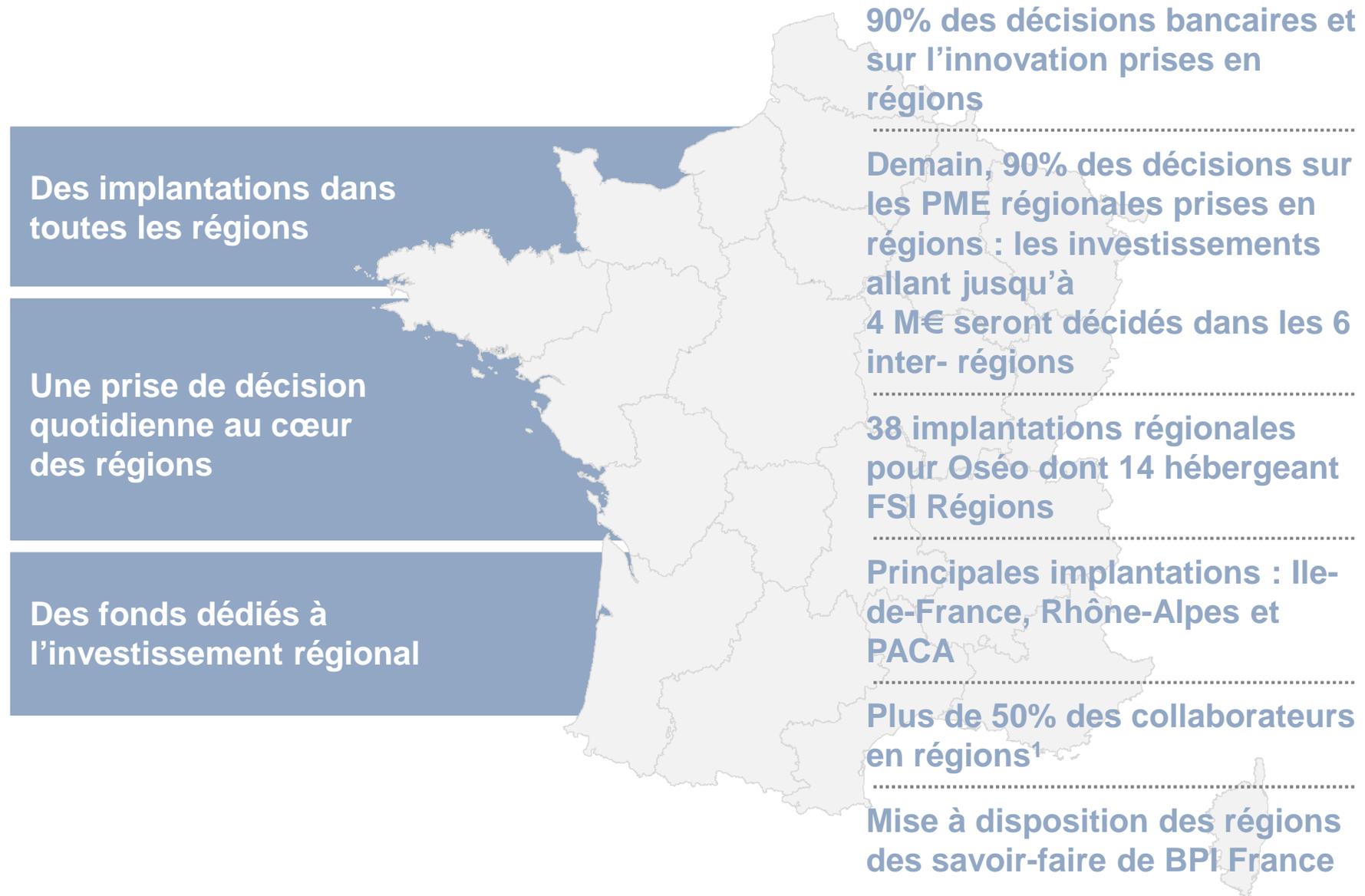
Le CNO exprime un avis sur les orientations stratégiques, la doctrine d'intervention et les modalités d'exercice par BPI France de ses missions d'intérêt général et sur la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique

Le CNO est composé de **27 membres** (parité hommes / femmes) :

- 2 députés
- 2 sénateurs
- 1 représentant de l'Etat
- 1 représentant de la Caisse des Dépôts
- 3 représentants des régions
- 1 représentant des comités d'orientation des régions d'outre-mer
- 5 représentants des organisations syndicales de salariés
- 3 représentants des organisations professionnelles d'employeurs et de travailleurs indépendants
- 1 représentant d'une organisation représentative des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte
- 8 personnalités qualifiées dans les domaines du financement, de l'innovation, de l'internationalisation des entreprises, de l'énergie, des activités industrielles ou des activités de services, de l'économie sociale et solidaire, de l'environnement et de l'aménagement du territoire ou de la politique de la ville

Première réunion en mars 2013, sous la présidence d'A. Rousset
Présentation pour avis de la doctrine d'intervention de BPI France

Une institution ancrée dans les territoires



¹ Dont 35% de moins de 35 ans

Une institution soumise à un encadrement réglementaire et prudentiel strict

| | |
|---|--|
| Ratios prudentiels et réglementaires | <ul style="list-style-type: none">▪ Des ratios prudentiels et réglementaires<ul style="list-style-type: none">– Ratio <i>core tier 1</i> de ~36% au niveau de BPI France– Ratio de solvabilité bancaire de ~15%– Ratio <i>core tier 1</i> bancaire de ~10%– Application du modèle prudentiel de la CDC à BPI Investissement– Ratio bancaire de liquidité de ~358% (LCR¹)▪ Une obligation de bonne gestion : un Coefficient d'Exploitation² Oséo de ~58% |
| Risques liés à l'activité | <ul style="list-style-type: none">▪ Une sinistralité constatée en 2012 ayant un coût de ~35 M€ (inférieur au 50 M€ budgété) sur les activités de financement soit ~7% du PNB³ de la partie bancaire▪ Un niveau de provisionnement permettant de protéger les fonds propres représentant ~5% des encours commerciaux et ~10 fois le coût du risque 2012 |
| Contrôle interne et externe | <ul style="list-style-type: none">▪ Des organismes de contrôle encadrant les activités, notamment l'ACP et l'AMF▪ Une surveillance des risques effectuée par une équipe dédiée, pilotée en central |

¹ LCR (Liquidity Coverage Ratio) = actifs liquides à court terme en % de la trésorerie nette à trente jours

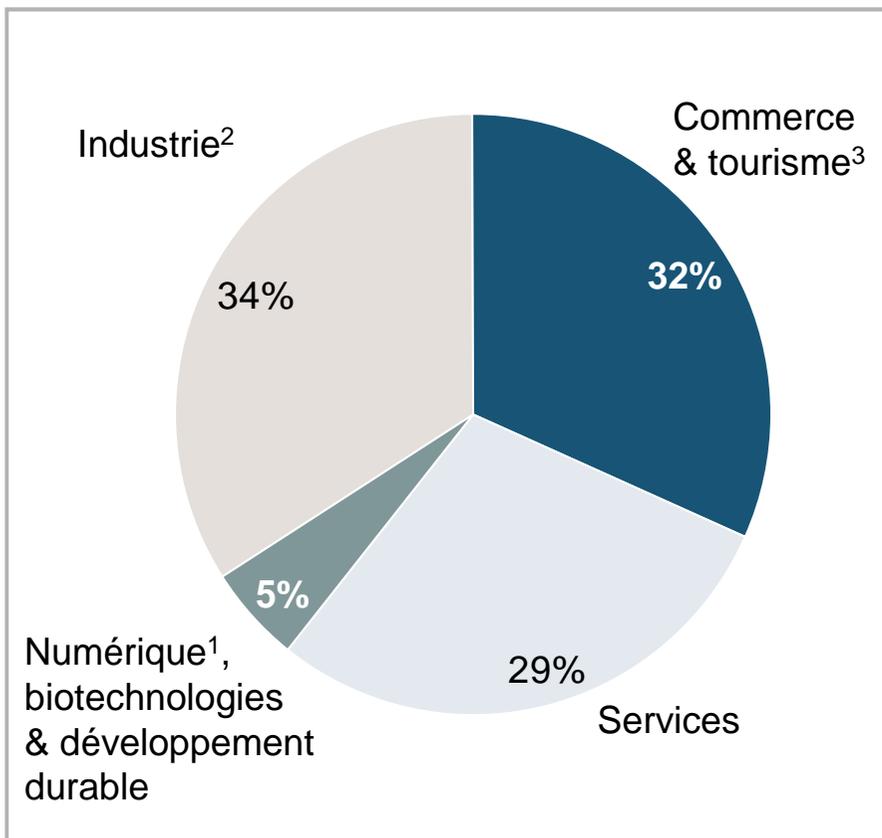
² Charges d'exploitation en % du Produit Net Bancaire

³ PNB = marge nette d'intérêts + commissions + dividendes des investissements + plus/moins-values de cession

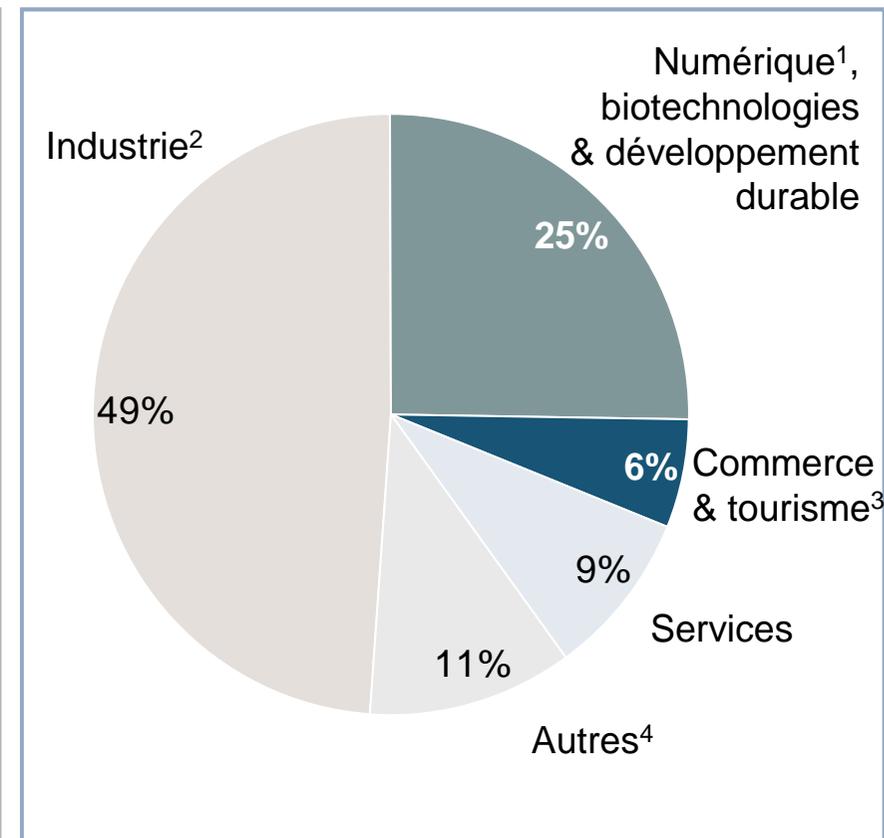
Une institution financière au service de tous les secteurs clés de l'économie, en particulier de l'industrie

ESTIMATION

Répartition sectorielle du financement, de la garantie et de l'aide à l'innovation



Répartition sectorielle des investissements en fonds propres



¹ Dont Technologies de l'Information et de la Communication

² Y compris services industriels et Construction

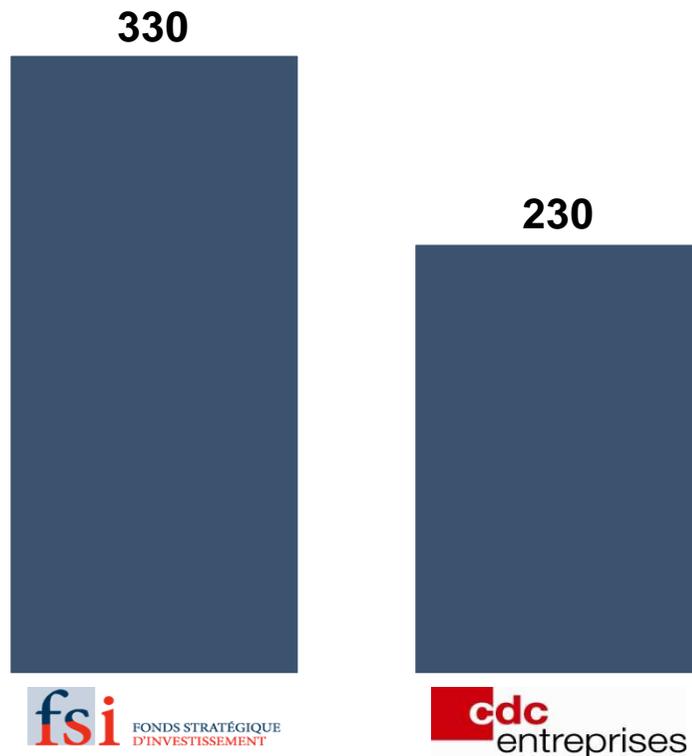
³ Y compris transports

⁴ Inclut notamment agriculture, industrie agroalimentaire et médical

Une institution qui soutient l'emploi

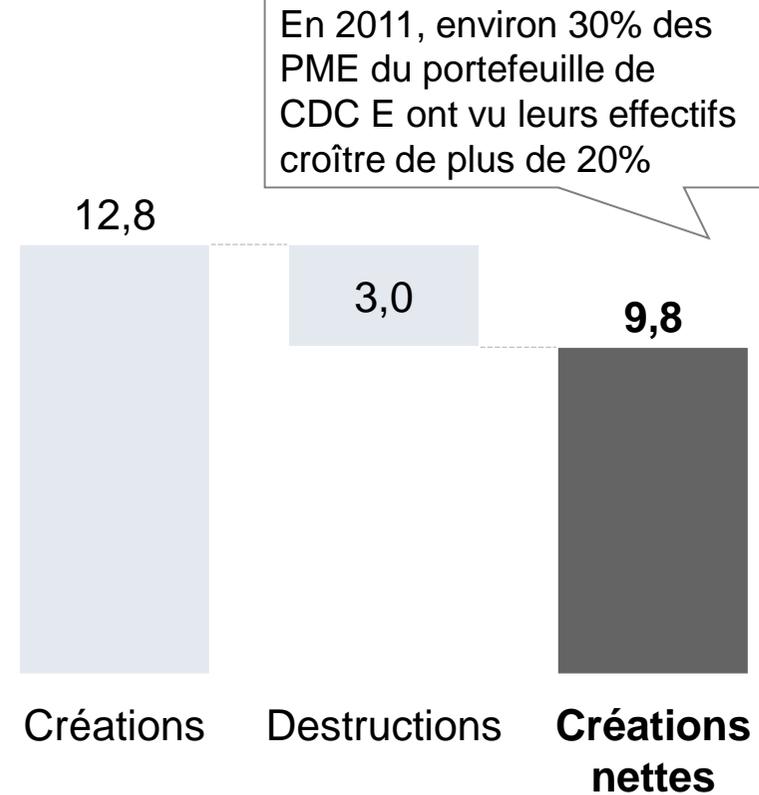
Emplois dans les sociétés du portefeuille du FSI et de CDC Entreprises

Estimations 2012, en milliers¹



Création d'emplois dans les entreprises du portefeuille de CDC Entreprises

Estimations 2012², en milliers



¹ Hors apports n'ayant pas fait l'objet d'investissement

² Etude portant sur 1 459 entreprises en portefeuille (participations via des fonds de fonds)

Sommaire

| | |
|--|---|
| Présentation de BPI France | <ul style="list-style-type: none">▪ Présentation des activités des entités qui rejoindront BPI France▪ Chiffres clés 2012▪ Une institution de place▪ Une banque d'intérêt général▪ Une institution partenaire des régions▪ Une institution ancrée dans les territoires▪ Une institution soumise à un encadrement réglementaire et prudentiel strict▪ Une banque au service de tous les secteurs clés de l'économie, en particulier de l'industrie▪ Une institution qui soutient l'emploi |
| Besoins des entreprises et opérations de la BPI | <ul style="list-style-type: none">▪ Les besoins des entreprises à couvrir▪ Eléments de doctrine d'investissement▪ Eléments additionnels de doctrine en cours de réflexion▪ Le continuum de BPI France : principe▪ Le continuum de BPI France : l'exemple de Vivalis, une PME technologique à Nantes▪ Le continuum de BPI France : l'exemple de DBV Technologies, de la start-up à l'introduction en bourse▪ Le continuum de BPI France : l'exemple de McPhy, une PME innovante en Rhône-Alpes, de l'amorçage à l'expansion internationale▪ Schéma préliminaire d'une organisation nationale▪ Schéma préliminaire d'une organisation régionale |
| Activité 2013 et prochaines étapes du projet | <ul style="list-style-type: none">▪ Agrégation budgétaire 2013 : messages clés▪ Agrégation budgétaire 2013 : stabilité des grands agrégats du compte de résultat▪ Agrégation budgétaire 2013 : bilan▪ Activités 2013▪ Prêt pour l'innovation▪ Préfinancement du Crédit Impôt Recherche (CIR)▪ Préfinancement du Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'Emploi (CICE)▪ Axes de travail d'ici le prochain Conseil d'administration |

Les besoins des entreprises à couvrir

Les besoins constatés

Financement

- Besoins de financement immatériel de court terme, par exemple pour la **trésorerie** (baisse de l'encours de crédit bancaire de court terme de 7% depuis janvier 2012)
- Besoins de financement matériel **de long terme**
- Besoins de financement pour **l'export**
- Besoins de financement pour **l'innovation**, notamment de subventions et d'avances remboursables financées par les pouvoirs publics

Investissement en fonds propres

- **Un besoin de fonds propres** estimé à ~15 Md€¹ par an pour les PME
- Difficultés croissantes des acteurs à se financer lors des **levées de fonds privées** (réduction de 13 à 6 Md€ entre 2008 et 2011)
- Hausse des **entreprises en difficultés** du fait d'une insuffisance de fonds propres
- PME réticentes à **l'ouverture de capital** à des investisseurs
- Peu d'acteurs positionnés sur les « **gros tickets** » en capital-risque et capital-développement (> 10 M€)

La contribution de BPI France

Renforcement de l'offre de co-financement dès 2013

- **En trésorerie** avec 500 M€ de financement additionnels, 100 M€ pour le CIR et 800 M€ de préfinancement du CICE
- **En crédits immatériels à moyen terme** avec 600 M€ de CDP, 120 M€ de PPI/ PPA, 85 M€ de prêts verts
- **En crédits pour l'export**

- Affirmation du **rôle contra-cyclique de la BPI** pour animer l'écosystème du Capital Investissement de manière directe comme indirecte
- Objectif d'**investissement de 2 Md€ en fonds propres** au travers de 1 000 tickets directs et indirects
- Développement d'une **offre de « gros tickets » en Capital Risque**
- Renforcement du **Capital Développement en régions** pour inciter à l'ouverture du capital des PME

- Positionnement de BPI France en accélération et en soutien à **l'innovation** sous toutes ses formes

Eléments de doctrine d'investissement

**Investisseur
avisé
d'intérêt
général
de long terme
socialement
responsable**

- **Investissements minoritaires**
- **Investisseur patient** avec une durée d'investissement en moyenne plus élevée que le privé (8 à 10 ans vs. 3 à 5 ans) afin de favoriser l'émergence des ETI
- Recherche d'**opérations rentables** permettant de préserver le capital de BPI France
- Prise en compte des **critères d'intérêt général** dans les décisions d'investissement (emploi, compétitivité et innovation)
- Pas de participation à des **opérations à fort effet de levier**

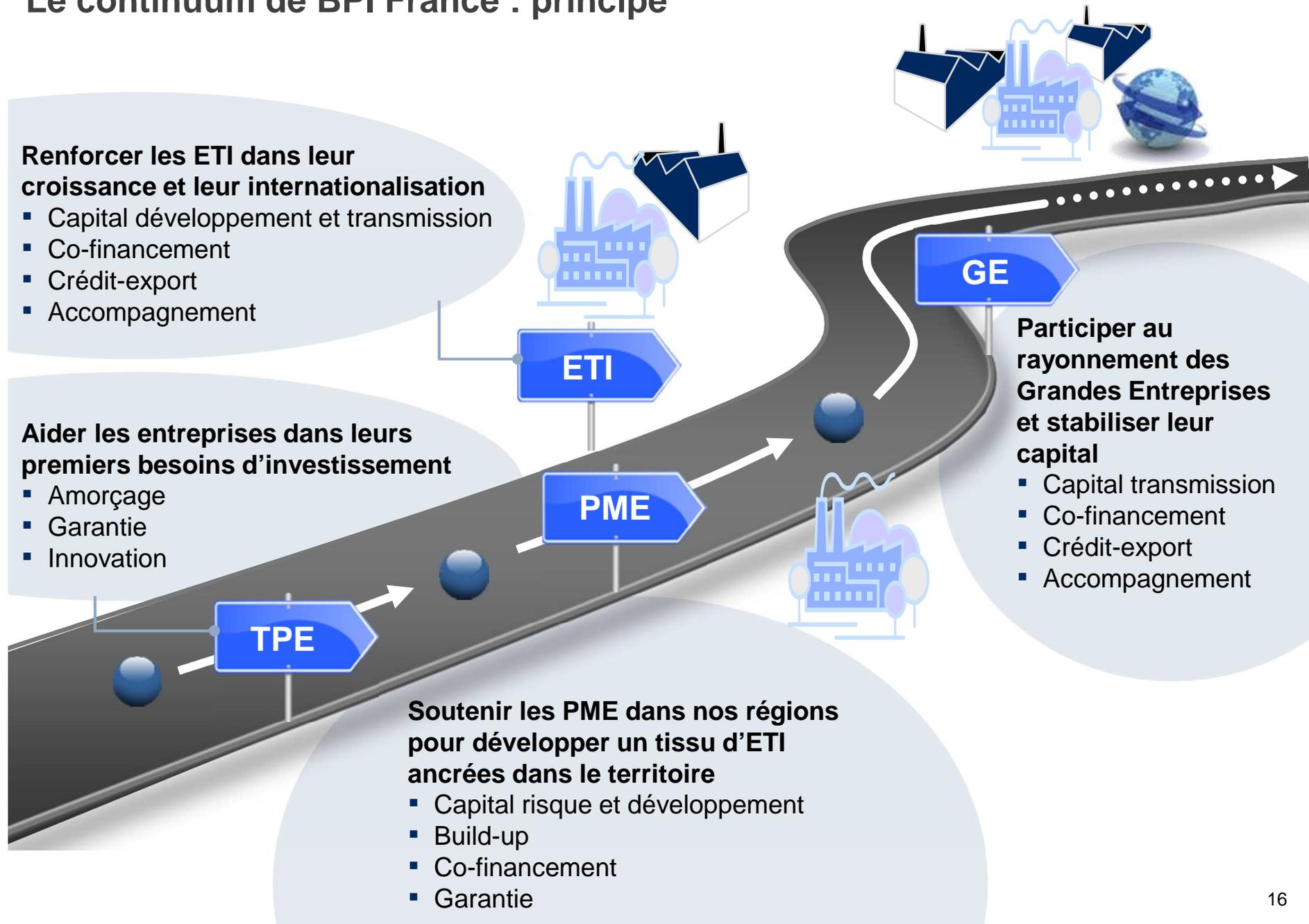
Ciblage des secteurs et des entreprises

- Investissement dans **tous les secteurs** hormis l'infrastructure, l'immobilier, la banque et la finance
- Ciblage sur les **champions consolidateurs** des grandes filières
- Ciblage **en priorité des secteurs en croissance**, notamment les biotechnologies, le numérique et la transition écologique
- **Toutes tailles d'entreprises** (TPE, PME, ETI, GE)

Effet d'entraînement sur l'investissement privé

- Recherche systématique de **co-investissement avec des partenaires privés** (dans les fonds et les entreprises cibles)

Le continuum de BPI France : principe

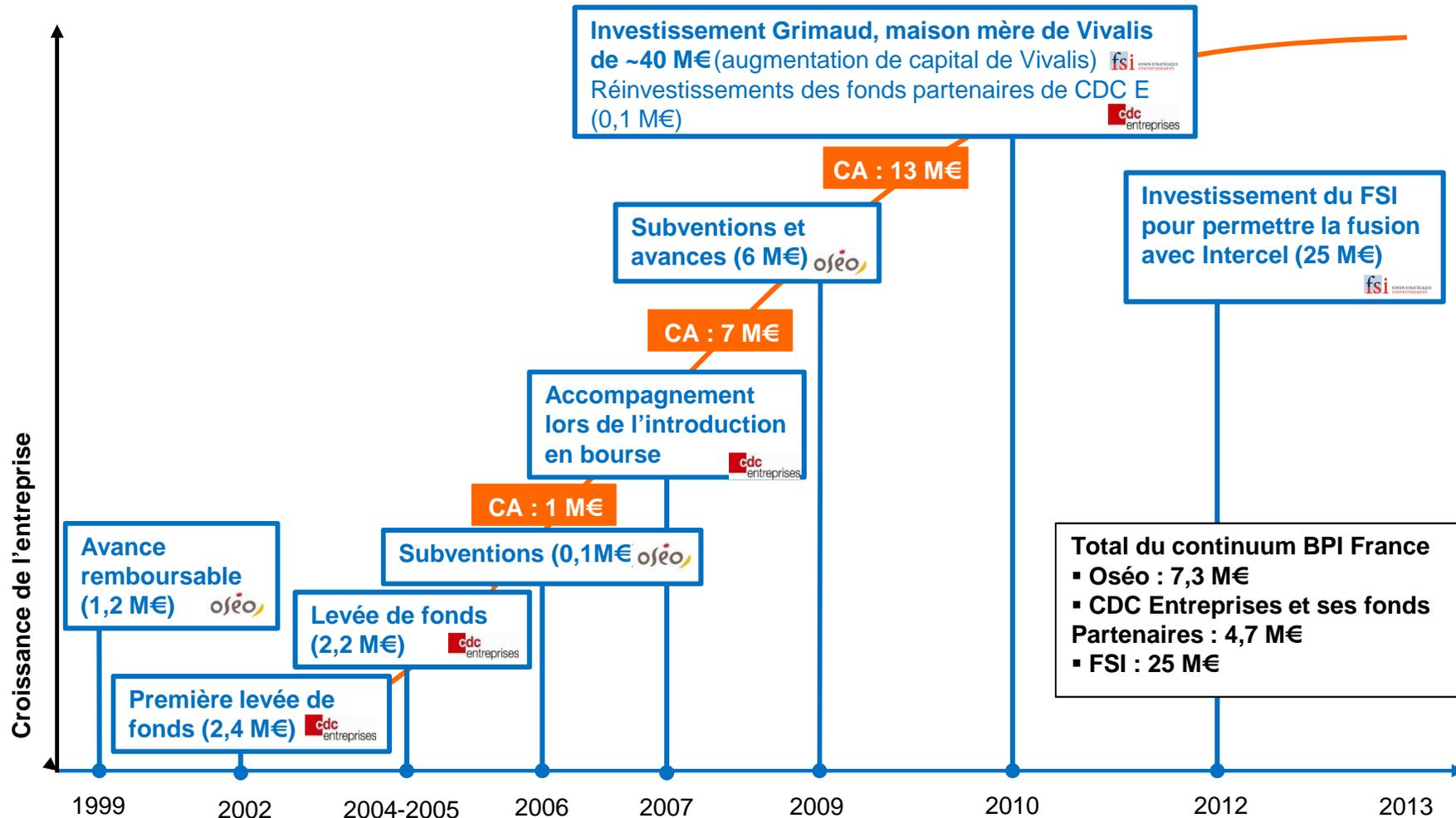


Le continuum de BPI France : l'exemple de Vivalis, une PME technologique à Nantes

EXEMPLE

Entre 2004 et 2011, croissance annuelle moyenne du chiffre d'affaires de 43% et du nombre d'employés de 23%

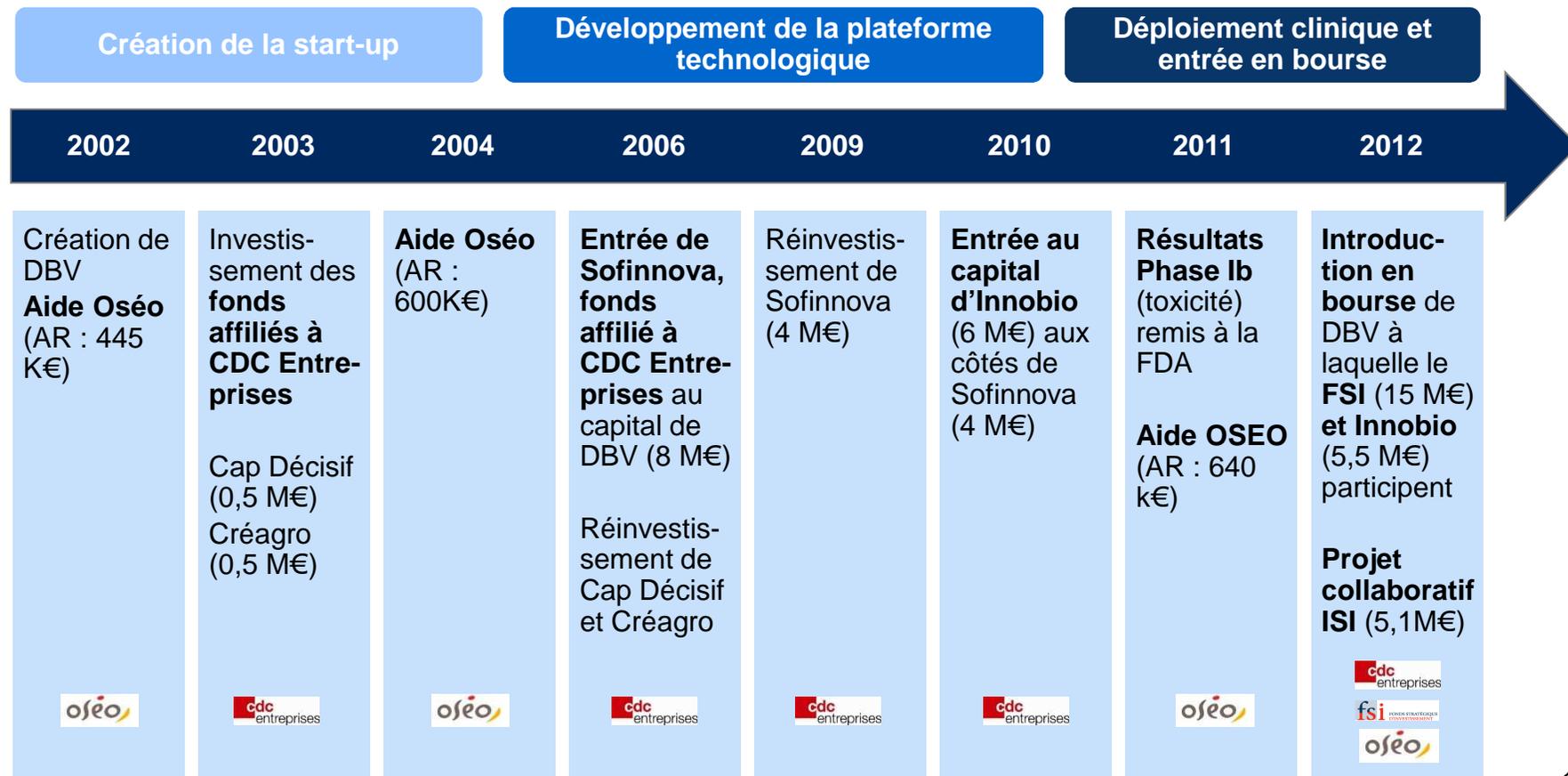
Fusion entre Vivalis et Interceal, une société autrichienne en créant Valneva, une société européenne pour constituer un acteur de référence des biotechnologies sur les vaccins et les anticorps



Le continuum de BPI France : l'exemple de DBV Technologies, de la start-up à l'introduction en bourse

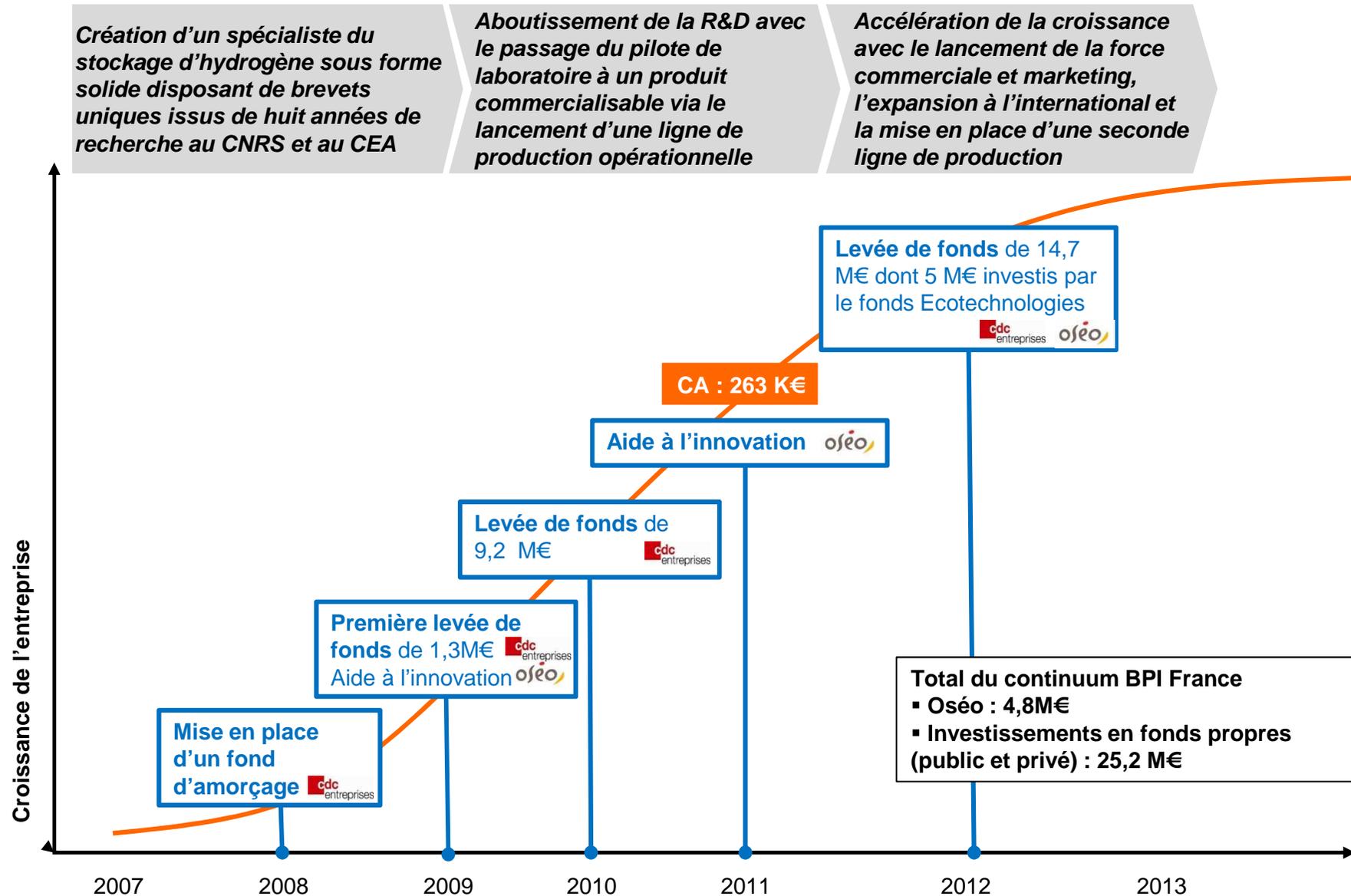
EXEMPLE

- DBV Technologies est spécialisée dans le **traitement de l'allergie alimentaire (arachide et lait)**, qui représente un important **besoin médical non-satisfait** (aucun traitement existant à ce jour)
- La société a développé le **patch Viaskin®, plateforme technologique innovante** permettant d'administrer un allergène par la peau saine sans passage dans la circulation sanguine
- La société a bénéficié d'**aides à l'innovation d'Oséo**, mais aussi d'investissements en **fonds propres de CDC-Entreprises (fonds de fonds et direct Innobio) puis du FSI** lors de l'entrée en bourse



Le continuum de BPI France : l'exemple de McPhy, une PME innovante en Rhône-Alpes, de l'amorçage à l'expansion internationale

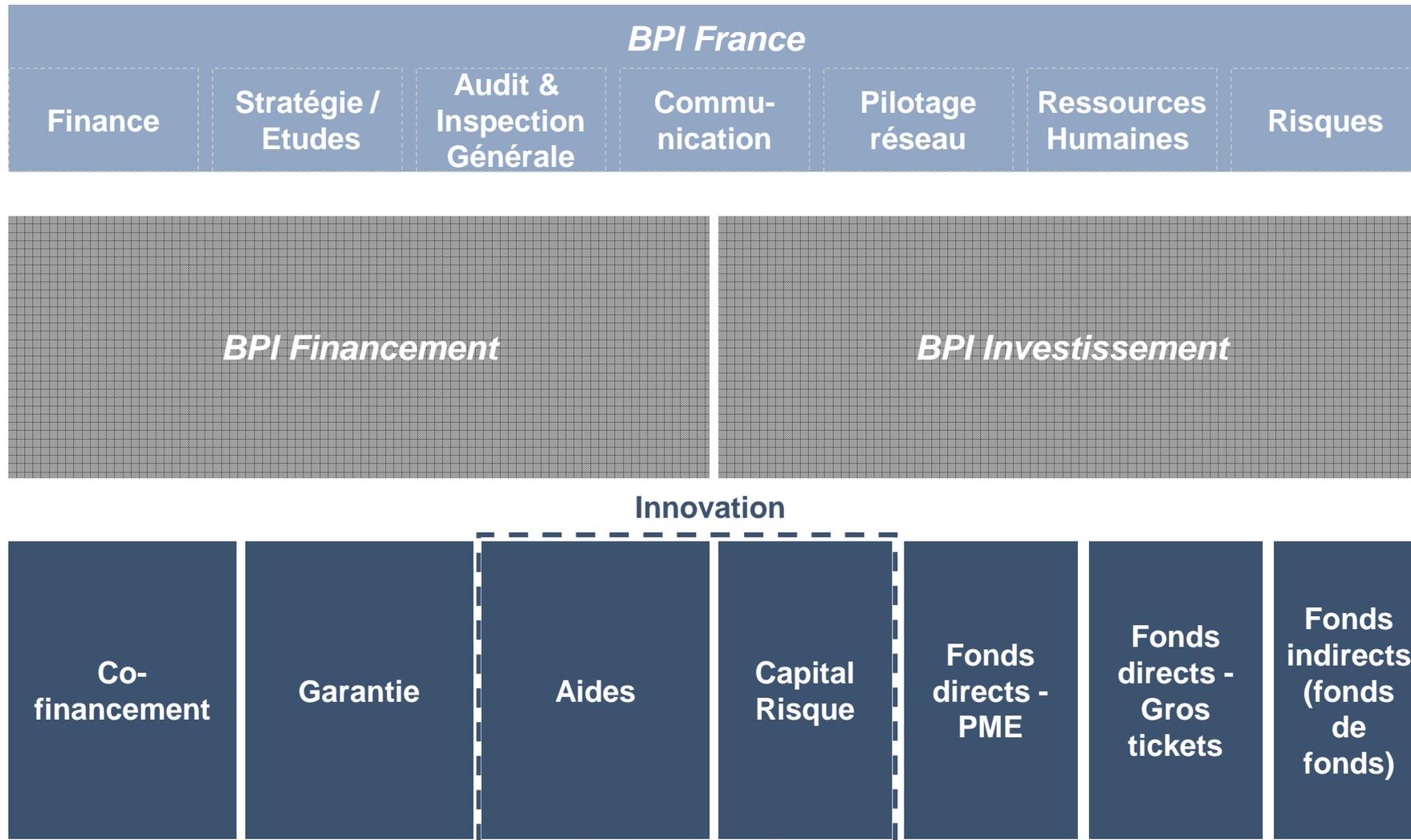
EXEMPLE



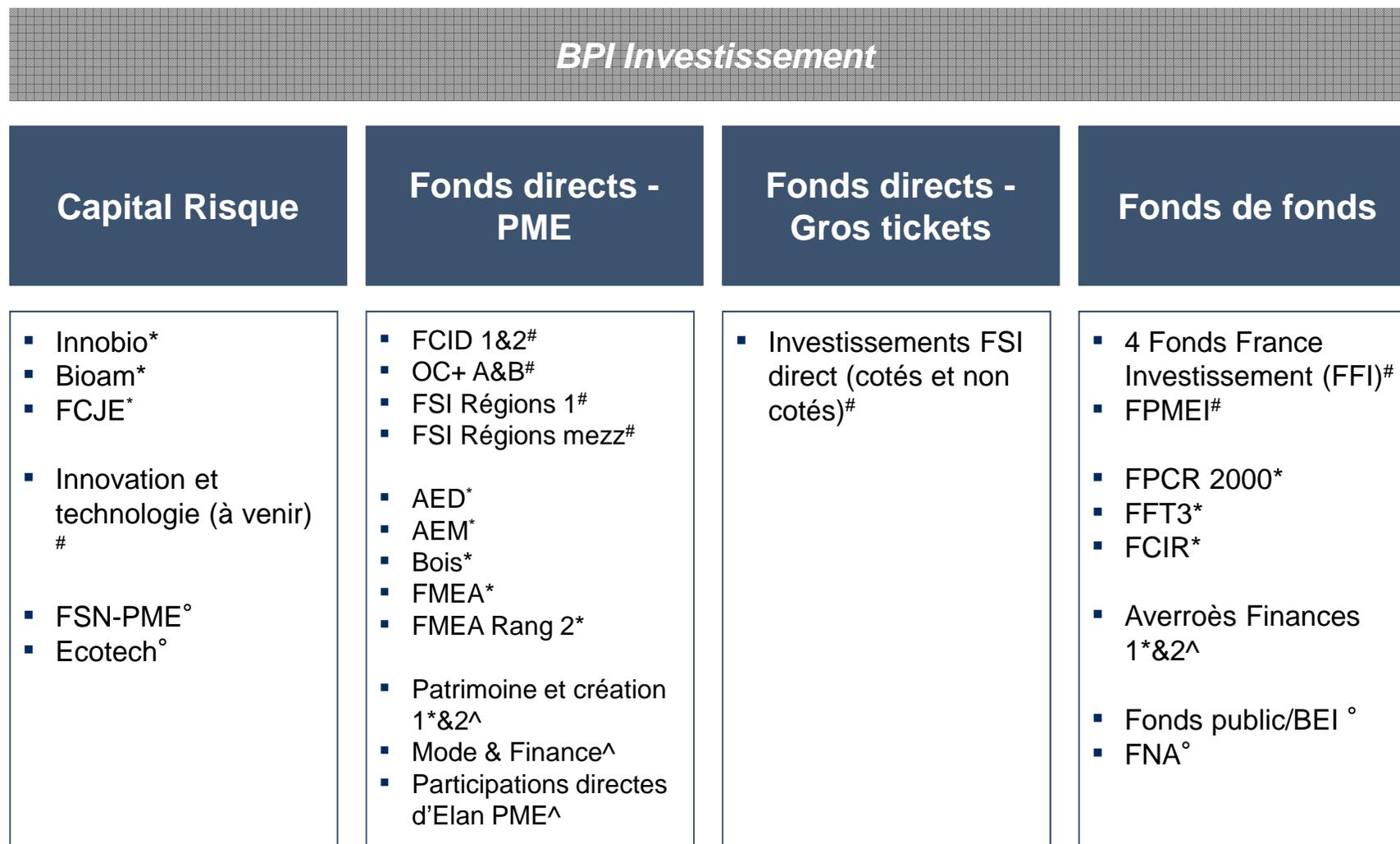
Les présentes informations sont confidentielles en application de l'article L-2325-5 du code du travail

Schéma préliminaire d'une organisation nationale

PROJET



Les présentes informations sont confidentielles en application de l'article L-2325-5 du code du travail



Fonds totalement souscrits par le FSI

^ Fonds souscrits par la CDC

* Fonds partiellement souscrits par le FSI

° Fonds souscrits par l'Etat (PIA)

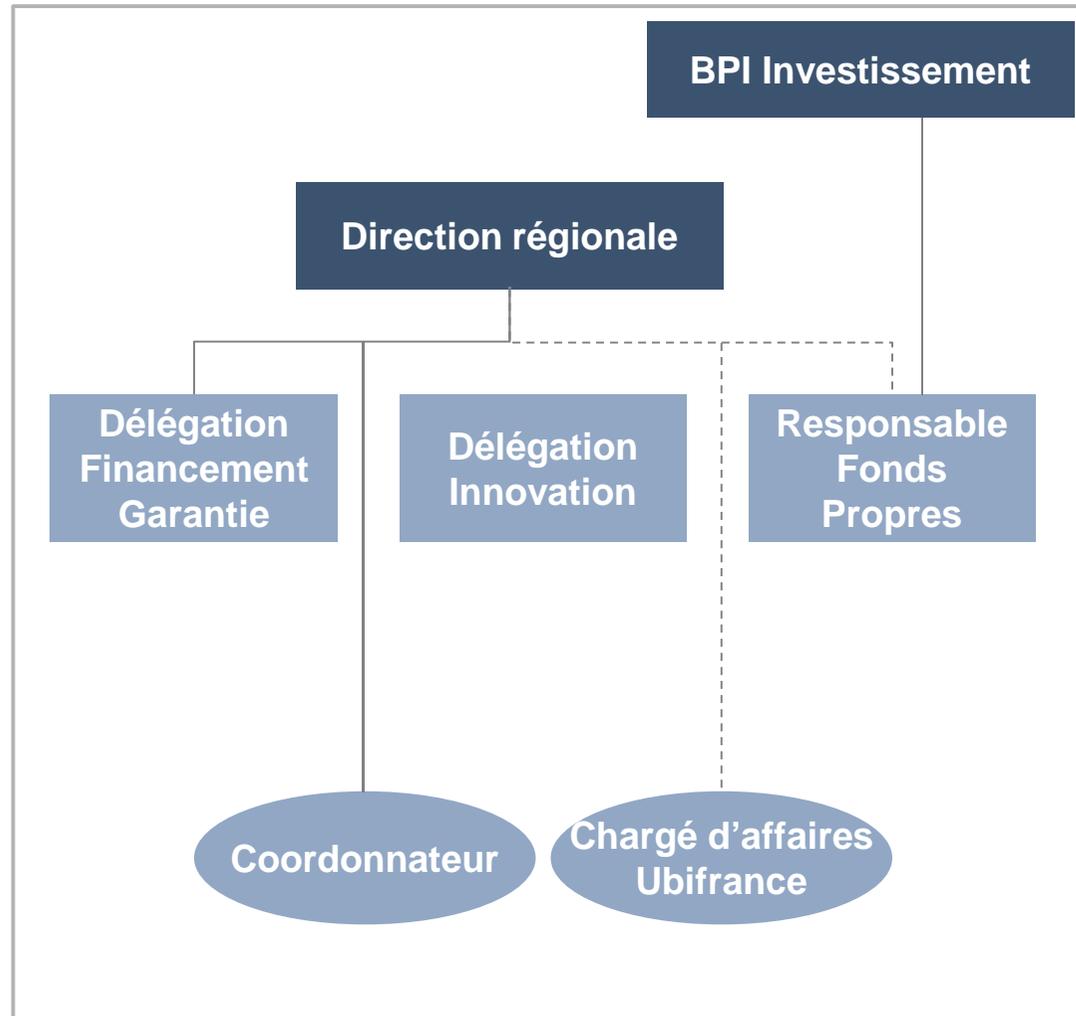
Schéma préliminaire d'une organisation régionale

PROJET

Principes

- Réseau dynamique, qui va à la rencontre des entrepreneurs avec un interlocuteur unique au niveau régional
- Réseau de production
- Culture des délais (5 jours pour la garantie, 5 jours pour un crédit)
- Présence de l'ensemble des métiers de BPI France au sein de la région
- Appui sur l'organisation régionale existante d'Oséo et de FSI Régions

Projet d'organisation d'une Direction Régionale BPI



Sommaire

| | |
|--|---|
| Présentation de BPI France | <ul style="list-style-type: none">▪ Présentation des activités des entités qui rejoindront BPI France▪ Chiffres clés 2012▪ Une institution de place▪ Une banque d'intérêt général▪ Une institution partenaire des régions▪ Une institution ancrée dans les territoires▪ Une institution soumise à un encadrement réglementaire et prudentiel strict▪ Une banque au service de tous les secteurs clés de l'économie, en particulier de l'industrie▪ Une institution qui soutient l'emploi |
| Besoins des entreprises et opérations de la BPI | <ul style="list-style-type: none">▪ Les besoins des entreprises à couvrir▪ Eléments de doctrine d'investissement▪ Eléments additionnels de doctrine en cours de réflexion▪ Le continuum de BPI France : principe▪ Le continuum de BPI France : l'exemple de Vivalis, une PME technologique à Nantes▪ Le continuum de BPI France : l'exemple de DBV Technologies, de la start-up à l'introduction en bourse▪ Le continuum de BPI France : l'exemple de McPhy, une PME innovante en Rhône-Alpes, de l'amorçage à l'expansion internationale▪ Schéma préliminaire d'une organisation nationale▪ Schéma préliminaire d'une organisation régionale |
| Activité 2013 et prochaines étapes du projet | <ul style="list-style-type: none">▪ Agrégation budgétaire 2013 : messages clés▪ Agrégation budgétaire 2013 : stabilité des grands agrégats du compte de résultat▪ Agrégation budgétaire 2013 : bilan▪ Activités 2013▪ Prêt pour l'innovation▪ Préfinancement du Crédit Impôt Recherche (CIR)▪ Préfinancement du Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'Emploi (CICE)▪ Axes de travail d'ici le prochain Conseil d'administration |

Agrégation budgétaire 2013 : messages clés

Construction d'une maquette budgétaire par simple agrégation à date des budgets d'OSEO, du FSI, de CDC Entreprises et de FSI Régions. Le budget et le PMT de BPI France seront soumis au CA ultérieurement

Activité bancaire

- **5,5Md€ de production nouvelle en co-financement, dont :**
 - 2,2Md€ de prêts moyen / long terme
 - 1,4Md€ de crédits-bail
 - 1,1Md€ de prêts mezzanine (dont CDP, PPI, PPA et CIR)
 - 800 M€ d'encours de préfinancement du CICE
- **4,1Md€ d'autorisation de risque donnée en garantie**
- **Stabilité des aides à l'innovation**

Activité d'investissement

- **Passage de 1,5 à 2 Md€ d'investissement par an** impliquant une nécessité de trouver des contreparties privées
- **Augmentation du nombre de tickets de 900 à 1 100, soit +200 tickets** dont :
 - 160-170 directs (FSI, CDC E)
 - 30-40 tickets souscriptions dans des fonds partenaires
- Exploration de l'activité « *gros tickets* » en capital risque

Activités 2013

Co-financement & garantie

- **Création d'un fonds de garantie** pour contribuer au financement des besoins de CT des entreprises, notamment en trésorerie (350M€)
- **Préfinancement du Crédit Impôt Compétitivité Emploi** via un préfinancement direct de la BPI (800M€), un dispositif de garantie du préfinancement des banques et une offre spécifique pour les TPE
- **Maintien d'une offre de financement mezzanine** pour les investissements notamment immatériels des entreprises (600 M€)
- **Mise en place d'une offre de crédit export** via par exemple la distribution de produits COFACE (analyse en cours sur la base des préconisations de l'IGF), et le rapprochement des équipes BPI et UbiFrance avec un partenariat opérationnel en région (travaux en cours pour l'intégration d'un collaborateur UbiFrance dans les DR)

Innovation

- **Lancement des Prêts Pour l'Innovation** (100 M€), ciblant le financement des phases d'industrialisation et de commercialisation
- **Préfinancement jusqu'à 80% du Crédit Impôt Recherche** (CIR) étendu à l'innovation que les PME devraient recevoir en 2014, afin d'améliorer les conditions de financement de la R&D
- **Gestion d'une partie des enveloppes de redéploiement du PIA** annoncées : programme innovation de rupture voire radicale (150M€), prêts numériques (300M€) et prêts industrialisation des projets des pôles (100M€)

Investissement en fonds propres

- **Rapide montée en puissance de FSI régions** pour renforcer le tissu industriel de nos régions
- **Accompagnement de la politique industrielle nationale pour les secteurs et filières d'avenir** via le lancement de plusieurs fonds sectoriels (Aerofund III, Fonds de Modernisation des Entreprises Nucléaires, ferroviaire, Savoir Faire d'Excellence, etc.)
- **Montée en puissance de l'activité en « gros tickets » de capital risque** pour les sociétés innovantes ayant des besoins significatifs en fonds propres,
- **Préparation d'un fonds successeur à Innobio** (biotechnologies)
- **Lancement d'un fonds de fonds européen de capital risque, Athéna**, avec les autres opérateurs européens et la Commission Européenne
- **Mise en place d'une enveloppe de fonds de fonds qui soutiennent les entreprises exportatrices** (150 M€)

Prêt Pour l'Innovation

Financer le lancement industriel et commercial d'une innovation

Description des entreprises cibles

- **PME innovantes en phase de lancement industriel et commercial d'un produit ou service innovant**
- **Entreprise insuffisamment établie** (par exemple pas ou peu de CA) **pour être suivie par une banque privée et ne souhaitant pas l'entrée d'un investisseur à ce stade**

Description du produit

- **Crédits de 30 000 € à 1 500 000 € sans obligation de co-financement bancaire**
- **Dépenses principalement immatérielles** (recrutements, marketing, organisation et animation de la distribution, déplacements & salons, localisation des produits, augmentation du BFR...)
- **Durée et remboursement adaptés : 7 ans dont 2 de différé**

Objectifs 2013

- **100 M€ engagés**, au profit d'environ 200 projets
- **En association avec les régions pour les projets de moins de 600 k€**
- **Entraînement bancaire** sur les financements matériels
- **Mise en place du fonds PPI**

Préfinancement du Crédit Impôt Recherche (CIR)

Financer les dépenses des entreprises innovantes dès l'année de leurs investissements en R&D, sans attendre l'année suivante (imputation IS, ...)

Entrainer la place bancaire via une offre de garantie

- Garantie CIR pour les banques, en court terme et moyen terme
50 à 60 % de quotité garantie sur assiette validée par expert
- Garantie « pacte CCE » de renforcement de la trésorerie pour les montants inférieurs à 25 k€

Préfinancer en direct le CIR : « PREFICIR »

- Avance moyen terme : avance sur 2 ans dont 18 mois de différé
- Taux indicatif de 4.75%

Objectif 2013

- 50 M€ de garantie des financement bancaires

- 50 M€ de préfinancement en direct engagés par la BPI

Préfinancement du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Apporter au plus tôt la trésorerie dans l'attente du CICE

Entrainer la place bancaire via une offre de garantie

- Mise au point par BPI d'un mécanisme de cession de créance sécurisant pour les banques.
- Garantie CICE des avances bancaires pour les PME : 50% de quotité. CICE estimé par un tiers.
- Garantie « Pacte National CCE » de renforcement de la trésorerie pour les montants de CICE inférieurs à 25 k€

Préfinancer en direct le CICE : « avance + Emploi »

- Concours maximum de 85% du montant du CICE estimé
- Taux moyen 3-4% / an sur l'encours

Objectifs 2013

- **600 M€ de risque qui couvrent :**
 - 1000 M€ au profit des PME dont le CICE est supérieur à 20 k€ en garantie CICE
 - 200 M€ au profit des TPE/PME dont le CICE est inférieur à 20 k€ en garantie PNCCE
- Avance CICE des ETI et GE à définir

- **800 M€ préfinancés en direct par la BPI**

Axes de travail d'ici le prochain Conseil d'administration

1

Fédérer BPI France et ses partenaires autour d'une vision partagée, et accompagner le changement avec ses collaborateurs

2

Préciser la stratégie des métiers de BPI France (e.g., business model, doctrine – *transmission au parlement un mois avant l'examen par le CA*)

3

Continuer la préparation réglementaire, juridique, financière et sociale du rapprochement (e.g., dossiers ACP et AMF, présentations aux IRP, aux autorités de la concurrence française et européenne)

4

Continuer la préparation de l'opération financière (protocole d'investissement, pacte d'actionnaires, traité d'apports)

5

Décliner les implications organisationnelles et opérationnelles du rapprochement après la levée des conditions suspensives
